



**Auditeurs Associés en Afrique – KPMG CI**  
Immeuble Woodin Center  
Plateau, Avenue Noguès  
01 BP 3172 Abidjan 01

Téléphone : (225) 20 22 57 53  
Fax : (225) 20 21 42 97  
Email : [contact@kpmg.ci](mailto:contact@kpmg.ci)

# **Contrat de Désendettement et de Développement C2D**

## **Projet « Etudes et Pilotage »**

### **Rapport d'audit financier**

Période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2012 au 31 décembre 2014  
Rapport d'audit financier  
*Ce rapport contient 15 pages hors annexe*



**Auditeurs Associés en Afrique – KPMG CI**  
Immeuble Woodin Center  
Plateau, Avenue Noguès  
01 BP 3172 Abidjan 01

Téléphone : (225) 20 22 57 53  
Fax : (225) 20 21 42 97  
Email : contact@kpmg.ci

## **Secrétariat Technique du Contrat de Désendettement et de Développement (ST-C2D)**

Complexe Hôtelier Ivoire Palm Club - bâtiment 7 - bureaux n°3  
Boulevard Latrille, Abidjan,  
Code postal : 01 BP 1533 Abidjan 01 C2D

*A l'attention de Madame la Coordinatrice*

Madame,

En exécution de la mission d'audit des projets du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), nous vous présentons ci-après, notre rapport relatif au projet « Etudes et Pilotage » pour la période allant du 1er décembre 2012 au 31 décembre 2014.

Les états financiers du projet sont constitués des éléments suivants :

- Un état des dépenses des périodes concernées par catégorie et par composante ;
- Une situation de trésorerie, indiquant les encaissements et soldes bancaires du projet (état de position de la trésorerie) ;
- Un état des actifs et des équipements détenus par le projet sur les exercices 2013 et 2014.

### **Responsabilité de la préparation des états financiers**

Le Secrétariat Technique du C2D est responsable de la préparation sincère des états financiers et des notes annexes, en conformité avec les principes du système comptable en vigueur dans l'espace OHADA. Cette responsabilité couvre également la conception, la mise en place et le maintien de procédures de contrôle interne, permettant de garantir que la sincérité et la présentation des états financiers ne sont pas entachées par des anomalies significatives provenant d'erreurs ou de cas de fraude.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit pour le secteur public « International Public Sector Accounting Standards » (IPSAS) de « l'International Public Sector Accounting Standards Board » (IPSASB). Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie, et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures, en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des

risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le risque de fraude, en application de la norme ISA 240. Il prend également en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues, et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous avons également, dans le cadre de notre mandat, à réaliser les procédures convenues suivantes :

**a) Procédures de passation de marchés**

S'assurer que les biens et prestations requis pour le projet et qui doivent être financés par le C2D, sont acquis conformément aux procédures de la Direction des Marchés Publics en Côte d'Ivoire.

**b) Compte bancaire dédié**

- Vérifier les mouvements de fonds sur le compte bancaire dédié, ouvert dans les livres de l'Agent Comptable Central des Dépôts (ACCD) au nom du ST-C2D ;
- Chercher à établir si les transactions financières effectuées, sont conformes à la période auditée, de même que les soldes à la fin de chacune des périodes sont admissibles et corrects.

**c) Dépenses engagées dans le cadre du projet et correspondant à la période auditée**

- S'assurer que les fonds reçus dans le cadre du projet suite à des décaissements, ont été dépensés conformément au budget approuvé et au Plan Annuel d'Activités en vigueur au moment où les dépenses ont été effectuées, dans le respect des dispositions de l'accord de subvention.
- S'assurer également que ces dépenses correspondent à la période auditée.

**d) Système de contrôle interne**

Evaluer l'adéquation et l'efficacité du système de comptabilité et de contrôle interne dans son ensemble, en matière de contrôle des dépenses, à tous les niveaux du programme et des autres transactions financières, notamment en ce qui concerne l'adéquation et l'efficacité des contrôles relatifs aux transactions en espèces.

*e) Protection des actifs*

S'assurer que le ST-C2D a mis en place des mécanismes de suivi et de protection des actifs acquis avec les fonds du C2D, et les a utilisés aux fins prévues. Un registre des actifs du programme a été créé et tenu régulièrement. Les droits de propriété ou les droits des bénéficiaires associés sont établis.

*f) Exécution physique*

S'assurer de l'exécution physique des activités sur le terrain, en conformité avec les contrats et le niveau d'exécution financé.

Les principales conclusions issues de nos travaux, sont les suivantes :



## **1 Examen des états financiers du projet**

Nous sommes d'avis que les états financiers présentés au titre de la mise en œuvre du projet dénommé « Etudes et Pilotage », donnent une image fidèle des ressources et emplois du projet, pendant la période allant du 1er décembre 2012 au 31 décembre 2014, conformément aux règles et méthodes comptables adoptées, et que les dépenses ont été employées aux fins pour lesquelles elles étaient prévues, conformément aux accords de financement conclus.

## **2 Résultats des procédures convenues**

### ***a) Procédures de passation de marchés***

Nos diligences relatives aux procédures de passation des marchés font apparaître des constatations décrites au point 3 de notre rapport

### ***b) Compte bancaire dédié***

La situation des ressources et des dépenses permet de dégager un solde théorique de trésorerie de 1 410 092 034 francs CFA contre 1 407 287 034 francs CFA, selon le relevé bancaire et le journal de caisse au 31 décembre 2014. L'écart de 2 805 000 francs CFA correspond à :

- Un double règlement par erreur au profit du fournisseur ABC Groupe pour 2 585 000 francs CFA, dont le remboursement a été effectué le 15 février 2016 ;
- Un double prélèvement opéré par erreur au profit d'un employé pour 220 000 francs CFA. Le remboursement par la banque a été effectué en février 2015.

### ***c) Dépenses engagées dans le cadre du projet et correspondant à la période auditée***

Nous n'avons pas de constatations complémentaires sur le sujet.

Nous confirmons alors que les dépenses correspondent à la période auditée.

### ***d) Système de contrôle interne***

Notre évaluation du système de contrôle interne du ST-C2D fait l'objet d'un rapport séparé.

*e) Protection des actifs*

Nos travaux relatifs aux actifs n'ont pas relevé d'anomalies.


*f) Exécution physique*

Les activités prévues dans le cadre du projet « Etudes et Pilotage », ont été réalisées eu cours de la période.

Nos constatations sont décrites dans la partie 4 de notre rapport.

Abidjan, le 17 février 2016

Auditeurs Associés en Afrique – KPMG CI



**Franck Nangbo**  
*Expert Comptable Diplômé*  
*Directeur Associé*



**Marcel Kopoin**  
*Associé*

## **Sommaire**

	<b>Pages</b>
<b>1 Contexte et objectifs de la mission .....</b>	<b>8</b>
<b>2 Volet audit des comptes du projet .....</b>	<b>10</b>
<b>3 Volet revue des passations des marchés .....</b>	<b>14</b>
<b>4 Volet analyse de l'exécution physique .....</b>	<b>15</b>

## **1 Contexte et objectifs de la mission**

### **1.1 Contexte de la mission**

La Côte d'Ivoire, après avoir obtenu le point de décision en 2009, a atteint le point d'achèvement de l'Initiative, en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE) le 26 juin 2012. La réalisation de ce résultat a nécessité la mise en œuvre d'importantes mesures par le Gouvernement, visant essentiellement la stabilité du cadre macroéconomique et des finances publiques, les Etudes et le Pilotage des secteurs clés de l'économie, l'amélioration de la gouvernance, de l'environnement des affaires et de la compétitivité de l'économie, la bonne gouvernance des secteurs du café-cacao, de l'énergie et la modernisation de l'administration publique.

L'atteinte du point d'achèvement a permis à la Côte d'Ivoire, de bénéficier d'un allègement substantiel de sa dette extérieure d'un montant de 4.090 milliards de francs CFA, sur un stock de 6.373,9 milliards de francs CFA, aussi bien de la part des organismes multilatéraux de financement, notamment le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, que de la part des créanciers du Club de Paris.

Le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), est un volet spécifique de l'annulation de la dette extérieure vis-à-vis de la France, après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE. Ainsi, le C2D est un mécanisme d'annulation des créances d'Aide Publique au Développement (APD), à travers un refinancement par dons, des échéances de la dette remboursée par la Côte d'Ivoire.

C'est dans ce cadre que l'Etat de Côte d'Ivoire et l'Etat français ont signé le 24 juillet 2012, à Paris, un accord bilatéral d'annulation de la dette ivoirienne auprès du Club de Paris. La signature de cet accord constitue l'une des retombées majeures de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE par notre pays. En effet, elle consacre une remise de dette sèche à la Côte d'Ivoire, d'un montant de 600 milliards de francs CFA. A cela, s'ajoute un don à la Côte d'Ivoire d'un montant de 1.900 milliards de francs CFA, pour le financement des projets de développement et de réduction de la pauvreté, dans le cadre du Contrat de Désendettement et de Développement. Le premier Contrat C2D a été signé le 1er décembre 2012 à Abidjan.

Le premier C2D est entré dans sa phase opérationnelle avec la création de trois (3) principaux organes, à savoir :

- Le Comité d'Orientation et de Suivi du C2D (COS-C2D), présidé par le Premier Ministre. Il a pour mission principale d'orienter la répartition des projets et programmes bénéficiant des ressources du C2D, en faveur de la lutte contre la pauvreté, de la croissance et de la bonne gouvernance ;



- Le Comité Technique Bilatéral du C2D (CTB-C2D), présidé par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre. Il est chargé de la préparation et de la mise en œuvre des orientations définies par le COS-C2D ;
- Le Secrétariat Technique du C2D (ST-C2D), une structure permanente, placée auprès du Premier Ministre, ayant pour mission d'assister le COS-C2D et le CTB-C2D, dans l'exécution de leurs missions ;
- Il est chargé du suivi comptable, budgétaire et technique des projets et programmes du C2D.

Débutée depuis novembre 2011, l'instruction des projets a atteint aujourd'hui la dernière étape pour la plupart des secteurs de concentration. A ce jour, plusieurs Conventions d'Affectation dans divers secteurs (Santé, Education-Formation-Insertion, Infrastructures routières, Eau et Etudes et Pilotage, Agriculture et Biodiversité), et des contrats d'exécution, ont été déjà signés pour la mise en œuvre effective des projets du C2D.

C'est dans ce contexte que, notre cabinet a été sélectionné à la suite d'un appel d'offre international, pour conduire l'audit des différents projets au niveau des CSP et des UCP. Le présent rapport d'audit est relatif aux opérations réalisées dans le cadre du projet « Etudes et Pilotage », par le ST-C2D, pour la période allant du 1er décembre 2012 au 31 décembre 2014.

## **1.2 Objectifs de la mission et son déroulement**

Il ressort des termes de référence que la mission de l'auditeur, consiste à donner l'assurance à l'Etat français et à l'Etat ivoirien que, les ressources allouées au titre du C2D, sont gérées conformément à la réglementation en vigueur en matière d'exécution de dépenses publiques, aux clauses des différentes Conventions d'affectation et aux objectifs assignés.

A cet effet, nos contrôles ont porté sur l'ensemble des dépenses financées par le C2D, à tous les niveaux de la chaîne d'exécution des dépenses (central, décentralisé) et pour les projets concernés. En plus de l'audit, les Termes De Références exigent qu'un certain nombre de procédures spécifiques doivent être exécutées. Les procédures convenues dans les termes de référence peuvent être résumées comme suit :

- Donner son opinion sur la situation financière générale du projet pour la période concernée définie dans le planning ;
- S'assurer que les procédures de passation de marchés ont été correctement exécutées ;
- S'assurer que l'état des dépenses correspond à ladite période ;
- Donner son opinion sur l'état de la position de trésorerie (encaissements et soldes bancaires des projets) ;

- Donner son opinion sur l'état des actifs et de l'équipement détenus par le projet sur la période définie ;
- Effectuer une revue du contrôle interne ;
- S'assurer de l'exécution physique des travaux exécutés.

Nos travaux d'audit des comptes du projet « Etudes et Pilotage » se sont déroulés en novembre 2015 et décembre 2015 et ont porté sur l'ensemble des dépenses du projet.

## 2 Volet audit des comptes du projet

Les états financiers du projet « Etudes et Pilotage » se présentent comme suit au 31 décembre 2014 en FCFA:

<b>TABLEAU DES EMPLOIS ET RESSOURCES</b>					
<i>Période: 1er Décembre 2012 au 31 Décembre 2014</i>					
<b>EMPLOIS</b>	<b>Montants en FCFA</b>	<b>Notes</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>Montants en FCFA</b>	<b>Notes</b>
<b>Dépenses de la période</b>	<b>1 639 907 966</b>		<b>Fonds reçus</b>	<b>3 050 000 000</b>	<b>1</b>
Préfinancement projet CORENA	177 009 354	2			
Dépenses opérationnelles	916 027 101	3			
Dépenses de fonctionnement	546 871 511	4			
<b>Solde bancaire au 31.12.2014</b>	<b>1 410 092 034</b>	<b>5</b>			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>3 050 000 000</b>		<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 050 000 000</b>	

## Commentaires sur les états financiers au 31 décembre 2014

### Note 1

Les fonds reçus au cours des années 2013 et 2014, au titre du projet « Etudes et Pilotage » s'élèvent à un montant total de **3 050 000 000** de francs CFA.

Nous avons adressé un courrier de confirmation de solde et de demande des relevés bancaires à l'Agent Comptable Central du Trésor.

L'exploitation des documents obtenus nous a permis de confirmer le montant des fonds perçus par le projet en date du 15 juillet 2013.

### Note 2

Les états financiers présentent un montant de 177 009 354 francs CFA correspondant aux dépenses préfinancées par le ST-C2D, pour le fonctionnement du projet « CORENA ». Le montant se décompose comme suit :

<b>Composantes bénéficiaires</b>	<b>Préfinancement</b>
MINESUDD APPUI INSTITUTIONNEL	9 424 544
REDD+; SST	77 237 410
FPRCI	18 000 000
OIPR	63 552 497
Total MINESUDD	<b>168 214 451</b>
SODEFOR	5 182 000
MINEF APPUI INSTITUTIONNEL	3 612 903
Total MINEF	<b>8 794 903</b>
<b>Total General</b>	<b>177 009 354</b>

Nous avons corroboré ces montants avec ceux comptabilisés dans les livres des structures bénéficiaires.

Ces dépenses qui devraient être remboursées au ST-C2D, ne l'ont toutefois pas été à la date de notre rapport.



### **Note 3**

Les dépenses opérationnelles du ST-C2D au titre des exercices 2013 et 2014, s'élèvent à 916 027 101 francs CFA. Il s'agit des financements effectués par le ST-C2D au profit des différents ministères et structures impliquées dans la mise en œuvre du C2D.

Ces financements se présentent comme suit :

- Au titre de l'exercice 2013, des dépenses cumulées de **105 821 605** francs CFA ont été effectuées. Il s'agit essentiellement des dépenses relatives aux :
  - Publications des avis d'appel d'offres ou des avis de recrutement du personnel ;
  - Recrutements du personnel des UCP ;
  - Etudes de faisabilité ;
  - Frais d'organisation des ateliers et séminaires ;
  - Frais liés aux visites de terrain et des missions de supervision ;
  - Missions des audits.
  
- Au titre de l'exercice 2014, des dépenses cumulées de **810 205 496** francs CFA engagées pour :
  - Les publications des avis d'appel d'offres ou des avis de recrutement du personnel ;
  - L'organisation des ateliers et séminaires ;
  - L'élaboration des manuels de procédures ;
  - L'achat de consommables (fourniture de bureau et carburant) ;
  - La confection de supports de communication ;
  - Les frais liés aux visites de terrain et des missions de supervision ;
  - Les études de faisabilité ;
  - Les rémunérations des consultants.

Nos travaux de validation des dépenses ont consisté à :

- Analyser les justificatifs des dépenses (Bon de commande, facture, bon de livraison, preuve de règlement) ;



- Vérifier l'éligibilité des dépenses en corroborant leurs existences au budget et leurs conformités avec la convention de financement ;
- S'assurer du respect des procédures de passation de marché.

Nos travaux n'ont pas relevé d'anomalies.

#### **Note 4**

Les dépenses de fonctionnement du ST-C2D au titre des exercices 2013 et 2014 s'élèvent à 546 871 511 francs CFA et concernent essentiellement des indemnités de fonction du personnel, des achats de carburant, de fournitures et consommables, des travaux d'aménagement, des acquisitions de mobiliers et de véhicules.

Nos contrôles ont consisté à :

- Analyser les justificatifs des dépenses (Bon de commande, facture, preuve de livraison, preuve de règlement) ;
- Vérifier l'éligibilité des dépenses au regard des activités et du budget et leurs conformités avec la convention de financement ;
- S'assurer du respect des procédures de passation de marché ;
- S'assurer que les rémunérations sont conformes aux contrats d'embauche.

Nos travaux n'ont pas relevé d'anomalies.

#### **Note 5**

Le projet « Etudes et pilotage » du ST-C2D présente un solde de trésorerie créditeur de 1 407 287 034 de francs CFA au 31 décembre 2014.

Nos diligences ont porté sur l'analyse des documents suivants :

- Réponse à la confirmation de solde adressée à l'Agence Comptable Centrale de Dépôt ;
- Les relevés bancaires ;
- Les rapprochements bancaires ;
- Les procès-verbaux de caisse ;
- Etc.

Nos travaux font apparaître un solde de trésorerie de 1 410 092 034 francs CFA contre 1 407 287 034 francs CFA, selon le relevé bancaire et le journal de caisse au 31 décembre 2014. L'écart de 2 805 000 francs CFA correspond à :

- Un double règlement par erreur au profit du fournisseur ABC Groupe pour 2 585 000 francs CFA dont le remboursement a été effectué le 15 février 2016 ;
- Un double prélèvement opéré par erreur au profit d'un employé pour 220 000 francs CFA. Le remboursement par la banque a été effectué en février 2015.

### **3 Volet revue des passations de marchés**

Afin de fonder notre opinion sur la régularité des marchés passés dans le cadre du projet « Etudes et Pilotage », nous avons mis en œuvre les diligences suivantes :

- Vérifier si les méthodes de passations de marchés, d'évaluation et d'adjudication, ont été respectées conformément aux dispositions du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) ;
- Vérifier si les critères de sélection des consultants sont respectés en mettant en exergue le principe de clarté et de transparence de l'évaluation des offres ;
- Analyser les risques en matière de respect des principes d'acquisitions, de contrôle, de compétences et la capacité de gestion du personnel de l'agence d'exécution, et plus généralement ceux liés au système national ;
- Vérifier si tous les avis d'appel d'offres ont été suivis et si les procédures de publication ont été respectées conformément aux modèles qui fixent le contenu, notamment le canal de transmission des informations, les clauses contractuelles, les délais et date de soumission et d'ouverture des offres, les garanties exigées, l'adresse pour l'obtention des documents d'appel d'offres ;
- Effectuer un rapprochement entre le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) et le dossier type d'appel d'offres, afin de vérifier si les conditions requises sont respectées : éligibilité, garantie de l'offre et bonne exécution, monnaies (de l'offre, de l'évaluation et du paiement), validité et formules d'ajustement des prix, preuve de la capacité du soumissionnaire à exécuter le contrat, critères d'évaluation, spécificités techniques, termes de références, non objection de l'AFD au DAO proposé ;
- Examiner et vérifier si les procédures d'ouverture des plis ont été respectées, notamment le respect des dates limites pour les soumissions, le délai entre la date limite de soumission et l'ouverture des plis, l'enregistrement de la présence des représentants des soumissionnaires ; le rejet de soumissions en retard ; l'ouverture de toutes les

soumissions en temps opportun, la lecture des détails, le procès-verbal d'ouverture des plis, le procès-verbal des discussions des problèmes associés aux soumissions au moment de l'ouverture des plis ;

- Vérifier si la garantie de bonne exécution a été suivie : cohérence des délais avec les dossiers d'appel d'offres ; procès-verbaux des négociations relatives aux contrats de consultants et des modifications effectuées aux contrats de fournitures, travaux et services dans leur version finale.

Nos travaux n'ont pas relevé d'anomalies.

#### **4 Volet analyse de l'exécution physique des activités**

Les activités opérationnelles du ST-C2D ont été exécutées telles qu'elles étaient prévues et sont présentées en annexe.

Nos conclusions n'ont pas relevées d'anomalies.

Annexe :  
Point des activités réalisées par le ST-C2D



**POINT DES ACTIVITES REALISEES PAR LE ST-C2D**

***I- Au niveau du Pilotage C2D et fonctionnement des instances***

**a- Elaboration des textes réglementaires et institutionnels**

N°	Décisions et Note de service	Statut
1	Décision N°361/MPMB/DGBF/DMP PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DE LA Cellule C2D de la DMP	Signé le 16/07/2014
2	Note de service N°010/MPMB/DGBF/DCF portant désignation des Contrôleurs Financiers	Signé le 07/02/2015

N°	A titre du 1er C2D	Statut
1	Premier Contrat de Désendettement Développement (C2D)	Signé le 01/12/ 2012
2	Accord Cadre entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'AFD	Signé le 01/12/ 2012
3	Convention de Compte entre l'Etat de Côte d'Ivoire, la BCEAO et l'AFD	Signé le 01/12/ 2012
4	Convention d'affectation « études et pilotage » CCI 1349	Signé le 01/12/ 2012
5	Convention d'affectation du projet Education-Formation	Signé le 20/09/2013
6	Convention d'affectation du projet Emploi	Signé le 20/09/2013
7	Convention d'affectation du projet de Renforcement du Système de Santé (PRSS)	Signé le 20/09/2013
8	Convention d'affectation du projet de Planification Familial (PIPPF)	Signé le 20/09/2013
9	Convention d'affectation du projet CORENA	Signé le 20/09/2013
10	Convention d'affectation du projet d'appui au Secteur Routier	Signé le 22/11/2013
11	Convention d'affectation du programme d'appui au secteur de l'Eau et de l'Assainissement	Signé le 22/11/2013
12	Convention d'affectation PARFACI	Signé le 22/11/2013

**Annexe**

N°	A titre du 1er C2D	Statut
13	Convention d'affectation JUSTICE	Signé le 17/07/2014
14	Avenant au 1er Contrat de Désendettement Développement (C2D)	Signé le 30/10/2014
15	Convention d'affectation EBOLA	Signé le 30/10/2014
16	Avenant CORENA 1	Signé le 19/11/2014
17	Avenant CORENA 2	Signé le 19/12/2014
18	Avenant à la Convention d'Affectation Eau	Signé le 19/12/2014

N°	A titre du 2ème C2D	Statut
1	Deuxième Contrat de Désendettement Développement (C2D)	Signé le 03/12/2014
2	Accord Cadre entre l'Etat de Côte d'Ivoire et l'AFD	Signé le 19/12/2014
3	Avenant à la Convention de Compte entre l'Etat de Côte d'Ivoire, la BCEAO et l'AFD	Signé le 19/12/2014

N°	APPUI BUDGETAIRE	Statut
1	Convention d'affectation " aide budgétaire 2012 "	Signé le 01/12/2012
2	Convention d'affectation " aide budgétaire 2013 "	Signé le 22/11/2013
3	Convention d'affectation " aide budgétaire 2014 "	Signé le 19/12/2014
4	Convention d'affectation " aide budgétaire 2015 "	Signé le 06/08/2015

N°	Manuel de Procédures du C2D	Statut
1	Rédaction du manuel	Exécuté à 98% (En attente de la validation pour la distribution et la formation des acteurs)

a- Autres activités majeures

N°	Activités	Statut
1	Participation aux missions d'instructions	Plus de 50 missions d'instruction de projet effectuées sur la totalité du 1er C2D et sur les 8 secteurs de concentration. Les missions ont débuté en novembre 2011 et ont impliqué toutes les maîtrises d'ouvrages et leurs structures déléguées, les ministères en charge du Plan, en charge de l'Economie et des Finances, en charge du Budget, les experts de l'AFD, de l'Ambassade de France, etc.
2	Elaboration des conventions type de partenariat	Après deux AO infructueux, l'AFD a mis à la disposition du ST-C2D le cabinet Abbé pour aider à la définition de la convention type de partenariat..
3	Elaboration du manuel de procédures de gestion administrative, financière et comptable du C2D	1 <sup>ère</sup> version provisoire achevée
4	Mise en place en collaboration avec la DMP de Dossiers d'Appels d'Offres types C2D	Achevé en 2013
5	Edition du rapport semestriel N°1 du Contrat de Désendettement et de Développement	Distribution du rapport effectuée en septembre/octobre 2013
6	Plusieurs conventions de partenariat et marchés signés par le processus de signature groupée	Marchés COLAS, SODECI, ONEP sous la Présidence de SEM le Premier Ministre Autres marchés signés par le Ministre en charge du budget : AUF, AIRD, CAMPUS France, AGEPE, PFS, LIBRAIRIE DE
7	Organisation des réunions du CTB-C2D	Convention et décret NPSP signature de 5 ministres, avec l'intervention du Directeur de Cabinet du Premier Ministre Cinq (05) réunions organisées
8	Organisation du premier COS-C2D	Le 1 <sup>er</sup> Octobre 2013
9	Organisation des réunions interministérielles présidées par le Premier Ministre	Trois (03) réunions ont été effectuées
10	Organisation des réunions de suivi des conditions suspensives au décaissement 2013, présidées par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre	Huit (08) réunions ont été effectuées de 2013 à 2014



N°	Activités	Statut
11	Organisation du séminaire de réflexion sur le C2D en 2013 du 24 au 26 juin 2013	Ce séminaire a apporté des mesures d'accélération ayant favorisé significativement les décaissements 2013. Un acte du séminaire a été édité et distribué à tous les ministères et structures.
12	Nomination des Agents Comptables et Contrôleurs Financiers	Exécutée
13	Ouverture des comptes-projet pour le compte des UCP et CSP	Au total 16 comptes-projets ouverts à la banque de Trésor (ACCD)
14	Gestion du Fonds Etudes et Pilotage (12,5 milliards FCFA)	Plus de 42 requêtes de financement des ministères techniques prises en charge par le ST-C2D (env 3,5 milliards de FCFA). Ce fonds va aussi servir à préparer le 2eme C2D.
15	Suivi des diligences des projets C2D	Consolidation hebdomadaire des rapports des ministères techniques
16	Participation aux séminaires, ateliers, Comité d'Ouverture et de Jugement des Offres organisés par les ministères techniques et cellules de gestion	On peut noter plus d'une quinzaine de cérémonies
17	Revue à mi-parcours	Exécuté (13-16 mai 2014)
18	Recrutement des Coordonnateurs des UCP et des Responsables des CSP	Exécuté
19	Communication en Conseil des Ministres : 6 CCM adoptées en Conseil des Ministres :	CCM sur les conclusions de la communication du Premier Ministre sur l'état d'avancement du C2D : 08/11/2013 CCM bilan 2013 : 12 mars 2014 CCM Relevé de conclusions de la revue à mi-parcours : 11 juin 2014 CCM cadrage 2e C2D : 25 nov. 2014 CCM signature 2e C2D : les 3 et 10 déc. 2014



## II- Financements effectués dans le cadre de l'appui aux maîtres d'ouvrages

### II.1- Financement des études

N°	Activités	Structure bénéficiaire	Statut
1	Etude de faisabilité suivie spatial des terres pour la gestion et la conservation des ressources naturelles de la Côte d'Ivoire	REDD+/MINESUDD	Exécuté
2	Atelier de validation de l'étude de faisabilité suivi spatial des terres pour la gestion et la conservation des ressources naturelles de la Côte d'Ivoire / Ministère de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement Durable (Composante REDD+/SST)	REDD+/MINESUDD	Exécuté
3	Organisation « séminaire de validation des modalités de mise en œuvre des Collèges de Proximité	MENET	Exécuté
4	Organisation de l'atelier relatif à l'établissement d'une liste restreinte d'ONG en vue de la construction de 116 écoles primaires dans les 7 régions du nord du pays	MENET	Exécuté
5	Recrutement d'un Expert pour la mise en œuvre des composantes "Ressources humaines paramédicales et Offre de soins Santé Maternelle et Infantile"	MSLS	Exécuté
6	Organisation de l'atelier relatif à l'analyse des dossiers pour l'établissement d'une liste restreinte de bureaux d'étude dans le cadre de la conception et le contrôle des travaux de construction et de réhabilitation des lycées professionnels de Yopougon et de Daoukro	MENET	Exécuté
7	Elaboration du manuel de gestion	OIPR/MINESUDD	Exécuté
8	Réalisation de l'audit organisationnel et fonctionnel	OIPR/MINESUDD	Exécuté
9	Organisation de l'atelier régional de sensibilisation sur le REDD+	REDD+/MINESUDD	Exécuté
10	Organisation de l'atelier d'information et de sensibilisation des parties prenantes nationales sur le mécanisme REDD+ et de présentation du document de stratégie nationale REDD + (RPP),	REDD+/MINESUDD	Exécuté
11	Atelier de finalisation et de validation des documents techniques PARFACI	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
12	Atelier de validation du R-PP de la Côte d'Ivoire les 06 et 07 Novembre 2013 à l'espace CRRAE-UMOA	REDD+/MINESUDD	Exécuté
13	Rémunération des Consultants pour la rédaction des composantes 1b et 1c du R-PP : Partage de l'information et processus de consultation et de participation	REDD+/MINESUDD	Exécuté
14	Mission de supervision du PARFACI	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
15	Appui à la mise en œuvre de la stratégie de communication de la Fondation pour les Parcs et Réserves de Côte d'Ivoire (FPRCI)"	FPRCI/MINESUDD	Exécuté

Annexe

N°	Activités	Structure bénéficiaire	Statut
16	Organisation de trois (3) ateliers d'élaboration des plans d'opérations 2014 de la Direction Générale de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) et des Parcs nationaux de la Comoé, d'Azagny et du Mont Sangbé	OIPR/MINESUDD	Exécuté
17	Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien et de l'influence de ses affluents/Etude de la qualité physico-chimique /Etude de la qualité microbiologique	MINEF	Exécuté
18	Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien et de l'influence de ses affluents/Etude de la qualité physico-chimique /Etude de la qualité écologique	MINEF	Exécuté
19	Etude de la qualité de l'eau de la lagune Aghien et de l'influence de ses affluents/Etude de la qualité physico-chimique /Etude de la qualité physico-chimique	MINEF	Exécuté
20	Organisation de la réunion de coordination et du colloque	REDD+/MINESUDD	Exécuté
21	Acquisition de mobilier de bureau pour les directions de Zone Sud, Ouest et Nord-Est de l'OIPR	OIPR/MINESUDD	Exécuté
22	L'étude d'impact social du Projet de Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire	CORENA/ MINESUDD	Exécuté
23	Evaluation et actualisation du manuel de procédures administratives, comptables et financières de la SODEFOR	SODEFOR/ MINEF	Exécuté
24	Réalisation de six(6) forages d'essai à grand diamètre, à Songon(02) Nougoussi (02) et Adiaké/Kacoukro (02)	SODECI/MIE	Exécuté
25	Elaboration du manuel de procédures administratives, financières et comptables du Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI)	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
26	Réhabilitation des bureaux de la Direction de Zone Ouest de l'Office Ivoirien des Parcs et Réservés (OIPR)	OIPR/ MINESUDD	Exécuté
27	Etude de la faisabilité de mise en place d'un Fonds d'Investissement et d'Equipement des Exploitations Cotonnières	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
28	Fourniture de logiciel de planification, de suivi et évaluation (Logiciel NQI ORCHESTRA) pour le compte de l'OIPR	OIPR/ MINESUDD	Exécuté
29	Organisation de la Mission de visite des Forêts classées de NIEGRE, GOIN DEBE et DUEKOUÉ dans le cadre du Projet Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire	SODEFOR/MINEF	Exécuté
30	Appui à l'analyse des dossiers de recrutement des Coordonnateurs des Unités de Coordination des Projets PARFACI (Agriculture) et Santé du C2D	PARFACI/MINAGRI C2D SANTE/MSLS	Exécuté





Annexe

N°	Activités	Structure bénéficiaire	Statut
31	Audit organisationnel et opérationnel du service de cartographie de la SODEFOR/Projet de Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire	SODEFOR/MINEF	Exécuté
32	Etudes techniques des travaux d'adaptation des plans types des écoles primaires, DQE, décomposition des quantités par intrants, et prix / Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique	MENET	Exécuté
33	Etude d'insertion professionnelle des bénéficiaires du Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED)	C2D Emploi/MEMEASFP	Exécuté
34	Billet d'avion du Consultant individuel pour l'élaboration des programmes de formations des centres de formation de Bimbresso et Treichville dans le cadre du Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED)	C2D Emploi/MEMEASFP	Exécuté
35	Marché concernant la formulation de projets relatifs à la création de deux instruments d'appui au développement des collectivités territoriales, à savoir un instrument de renforcement des capacités techniques des élus et des personnels territoriaux et un instrument innovant de financement de l'investissement local	MEMIS	Exécuté
36	Honoraires et frais remboursables du consultant dans le cadre de l'étude d'insertion professionnelle des bénéficiaires du Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED)/Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle	C2D Emploi/MEMEASFP	Exécuté
37	Atelier de validation du rapport provisoire de l'Audit organisationnel du service de cartographie de la SODEFOR dans le projet de Conservation des Ressources Naturelles de Côte d'Ivoire	SODEFOR/MINEF	Exécuté
38	Sélection d'un consultant d'appui pour l'analyse des dossiers de candidature dans le cadre du recrutement du personnel complémentaire du ST-C2D (Correspondant Sectoriel Santé, Chargé de Communication, Responsable Administratif et Financier (RAF) et Assistant Comptable du RAF)	ST- C2D/PRIMA TURE	Exécuté

**Annexe**

N°	Activités	Structure bénéficiaire	Statut
39	Etude d'Impact Social du volet d'appui à la mise en œuvre de la loi sur le foncier rural du Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles de Côte d'Ivoire	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
40	Etude de la Sédimentologie et de la Bathymétrie Lagune Aghien	MINEF	Exécuté
41	Etude d'évaluation des travaux de réhabilitation et d'équipement du centre polyvalent des métiers de l'entretien de Bimbrasso, le suivi et le contrôle des travaux.	C2D Emploi/MEME/ASFP	Exécuté
42	Etude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds de garantie pour le financement de la filière porcine en Côte d'Ivoire	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
43	Elaboration du cadre de politique de réinstallation des populations infiltrées dans les forêts classées	SODEFOR/MINEF	Exécuté
44	Etude d'évaluation des travaux d'aménagement, de construction et d'équipement du Centre SCAED de Treichville, le suivi et le contrôle des travaux	C2D Emploi/MEME/ASFP	Exécuté
45	Etude de faisabilité technico économique de la réhabilitation de deux barrages hydro agricoles (TCHALONI, EX GUEMOU ET SOGOLO) et de l'aménagement des plaines en aval (850 HA) (Lot 1)	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
46	Etude de faisabilité Technico-économique de la réhabilitation du Barrage Hydro-Agricole de SOLOMOUGO et de l'aménagement de la plaine en aval (800 ha) dans les Département de Korhogo et de Boundiali (lot2).	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
47	Etude de faisabilité Technico-Economique de la réhabilitation du Barrage Hydro-Agricole de NAFOUN et de l'aménagement de la plaine en aval (800 ha) dans les Département de Korhogo et de Boundiali (lot3).	PARFACI/MINAGRI	Exécuté
48	Etude de faisabilité de la réhabilitation et de la construction des points de vente de la viande porcine en Côte d'Ivoire	PARFACI/ MINAGRI	Exécuté
49	l'établissement de la situation de référence des indicateurs retenus pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'action de la politique sectorielle	C2D-Justice/MJDHLP	Exécuté
50	l'étude de la protection du bassin versant de la lagune Aghien	MINEF	Exécuté
51	Elaboration du Plan Annuel d'Activité (PAA), du Budget du Plan de Passation de Marchés dans le cadre du dispositif prévu par le C2D concernant l'amélioration du système judiciaire et pénitentiaire	C2D-Justice/MJDHLP	Exécuté



B- Financement/Préfinancement des dépenses de fonctionnement des maîtres d'ouvrages

N°	Activités	Structure bénéficiaire	Statut
1	Préfinancement pour achat de fourniture de bureau	REDD+/MINESUDD CORENA/ Appui institutionnel/MINESUDD	Exécuté
2	Préfinancement pour achat de carburant	REDD+/MINESUDD CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD MINEF	Exécuté
3	Préfinancement pour achat de consommable pour matériel informatique	REDD+/MINESUDD CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD	Exécuté
4	Rémunération de Prestataires extérieurs	MENET C2D-Justice/MJDHLP C2D Santé/MSLS PARFACI /MINAGRI/ REDD+/MINESUDD CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD C2D-Justice/MJDHLP MEMIS	Exécuté
5	Communications et publicité	C2D-Justice/MJDHLP CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD OIPR/MINESUDD	Exécuté
6	Frais de mission à l'intérieur du pays	C2D-Justice/MJDHLP CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD OIPR/MINESUDD	Exécuté
7	Frais d'hébergement	C2D-Justice/MJDHLP CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD OIPR/MINESUDD MINEF	Exécuté
8	Indemnités de fonction	REDD+/MINESUDD CORENA/ Appui institutionnel/MINESUD OIPR/MINESUDD MINEF	Exécuté